



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
13 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025

25 au 29 août 2025, New York

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

Déclaration du Directeur exécutif de l'UNOPS

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat
des entités des Nations Unies, 2024**

Résumé

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) soumet le présent rapport sur les achats effectués par les entités du système des Nations Unies. Le rapport statistique annuel complet de 2024 est disponible auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<https://www.ungm.org/ASR>).

Les 32 organismes qui ont soumis des données pour inclusion dans le rapport ont acheté des biens et des services d'une valeur de 25,7 milliards de dollars en 2024, ce qui représente une augmentation de 733 millions de dollars (2,9 %) par rapport à 2023. Les achats effectués dans les pays les moins avancés ont atteint 5,0 milliards de dollars (19,4 %) du total des achats des Nations Unies.

Le rapport statistique annuel pour 2024 contient :

- a) une analyse des tendances des achats des Nations Unies par entité, bien ou service, secteur ou catégorie de biens ou de services, pays et région d'approvisionnement ;
- b) une analyse des achats effectués par les Nations Unies auprès de fournisseurs issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement ;
- c) une analyse des achats effectués en commun par des entités des Nations Unies ;
- d) une analyse des pratiques d'achat durables dans le système des Nations Unies.

En outre, le site Web du [rapport statistique annuel](#) (en anglais) contient des tableaux de bord interactifs qui permettent aux usagers d'accéder à des données sur les achats par entité des Nations Unies, par pays d'approvisionnement et par catégorie



d'achats, ainsi qu'à des informations détaillées sur les achats de biens et services importants (d'un montant supérieur à 30 000 dollars).

Éléments de décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre acte du présent rapport et accueillir avec intérêt les données et l'analyse qu'il contient.

Table des matières

	<i>Page</i>
Notes	4
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2024	5
II. Achats par secteur	5
III. Achats par catégorie de biens et de services	8
IV. Achats par région du fournisseur	10
V. Principaux pays fournisseurs	12
VI. Achats effectués auprès de fournisseurs issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement	15
VII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies	20
VIII. Achats responsables	26
Annexe	
Participants	33

Notes

- i) Des notes détaillées concernant la méthode de collecte et de présentation des données sont disponibles sur le site <http://www.ungm.org/ASR>.
- ii) Lorsque le présent rapport fait référence aux achats effectués par les Nations Unies, le système des Nations Unies ou les entités des Nations Unies, il s'agit des activités d'achat des 32 entités qui ont soumis des données sur leurs achats aux fins du rapport statistique annuel de 2024.
- iii) La passation de marchés est définie comme l'acquisition par l'achat ou la location de biens immobiliers, de biens ou d'autres produits (y compris de propriété intellectuelle), de travaux ou de services. Bien que les systèmes et les méthodes d'enregistrement et de communication des données sur la passation des marchés puissent différer entre les entités des Nations Unies, une définition commune de la passation des marchés¹ est utilisée pour le rapport statistique annuel, et les données sont recueillies dans un format normalisé. Certains organismes peuvent publier des statistiques sur les achats qui diffèrent de celles publiées dans le rapport statistique annuel, tandis que d'autres sont limités quant au niveau de détail qu'ils sont en mesure de fournir.
- iv) Les bons de commande et les contrats de services sont comptabilisés selon le montant du contrat et non selon les dépenses engagées.
- v) La classification des biens et services dans le rapport repose, au niveau le plus détaillé possible, sur la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies², qui est une norme multisectorielle de classification des biens et services de diffusion publique. Certains noms de code ont été raccourcis ou modifiés.
- vi) Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » fait référence aux pays et territoires. Sauf indication contraire, il désigne les pays fournisseurs indiqués par l'entité déclarante. Les noms de pays, ainsi que leur désignation par région géographique, respectent les codes de pays ou de région normalisés pour l'usage statistique de la norme M49³ (établis par la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies). Aux fins de l'analyse, le rapport classe les pays dans l'une des catégories suivantes : pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement, conformément à la norme M49 en vigueur à la fin de la période considérée. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne présume en rien, de la part de l'Organisation, des affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

¹ Conforme au Manuel du praticien des achats des Nations Unies, qui peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.ungm.org/Shared/KnowledgeCenter/Pages/PPH2>.

² Voir <http://www.unspsc.org>.

³ Voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

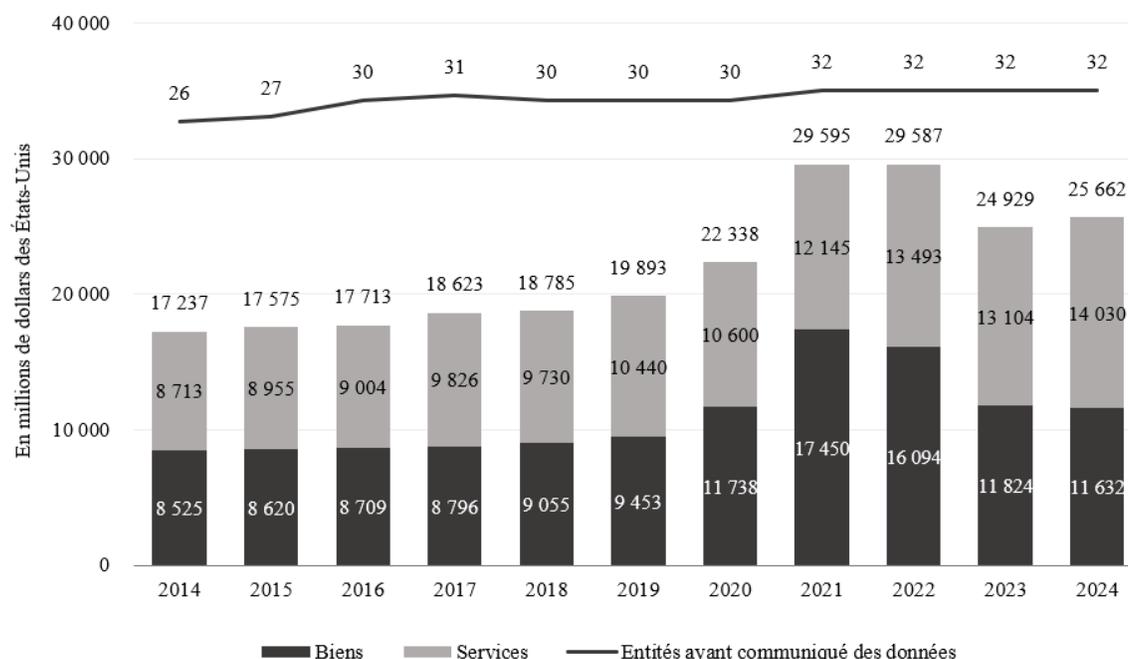
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2024

1. Le montant total des achats effectués par les Nations Unies en 2024 s'est élevé à 25,7 milliards de dollars. Il s'agit de la troisième année affichant le montant des achats le plus élevé jamais enregistré, en hausse de 733 millions de dollars (2,9 %) par rapport à 2023.

2. Les achats effectués en commun ont représenté une part croissante des achats effectués par les Nations Unies en 2024. Leur volume déclaré a atteint 1,4 milliard de dollars (5,8 % du total des achats), contre 1,1 milliard en 2023. Cela inclut à la fois les achats interinstitutions, dans le cadre desquels une entité des Nations Unies achète des biens ou des services à une autre, et des activités conjointes plus larges visant à améliorer la coordination et l'efficacité grâce à des mécanismes d'achat communs.

Figure 1

Total des achats de biens et de services et nombre d'entités ayant communiqué des données, 2014-2024



II. Achats par secteur

3. En 2024, les achats des Nations Unies sont restés centrés sur cinq secteurs clés, qui représentent ensemble 65,6 % du volume total des achats. La répartition sectorielle est globalement similaire à celle des années précédentes, bien que l'aide humanitaire, la paix, la sécurité et la sûreté aient enregistré la plus forte croissance relative, signe d'une intensification de l'intervention humanitaire et des urgences en matière de sécurité.

4. La santé est restée le plus grand secteur d'achats du système des Nations Unies en 2024, atteignant 5,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 494 millions de dollars (10,2 %) par rapport à 2023. Cette croissance tient principalement à l'augmentation des achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins*, et de *services médicaux*. Les achats effectués dans ce secteur ont permis de

soutenir à la fois des programmes de santé publique en cours et des interventions d'urgence ciblées, notamment des campagnes de vaccination et des initiatives visant à renforcer les systèmes de santé.

5. Le secteur a représenté un cinquième du total des achats des Nations Unies, la majorité des dépenses étant consacrée aux *produits pharmaceutiques, aux contraceptifs et aux vaccins*, ainsi qu'au *matériel et aux fournitures à usage médical*. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est resté la principale entité acheteuse dans le secteur, avec des dépenses de 3,2 milliards de dollars, suivie par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), avec 832 millions de dollars, et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), avec 315 millions de dollars.

6. Le secteur de la construction, de l'ingénierie et des sciences a maintenu sa deuxième place par ordre d'importance, avec une croissance de 110 millions de dollars (3,1 %), pour atteindre 3,6 milliards de dollars en 2024. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et l'UNOPS ont à nouveau pris la tête des achats dans le secteur, avec un montant combiné de 1,9 milliard de dollars, soit plus de la moitié du total du secteur. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Secrétariat de l'ONU et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont également été très actifs dans le secteur, avec chacun plus de 300 millions de dollars d'achats.

7. Le secteur de l'administration et des opérations a atteint un niveau record de 2,9 milliards de dollars, en hausse de 201 millions de dollars (7,3 %), passant ainsi à la troisième place en termes de volume d'achats. La croissance constante de ce secteur met en évidence les besoins opérationnels croissants des entités des Nations Unies, en particulier pour répondre à l'augmentation et à l'élargissement des activités de terrain et des programmes. Les *services de gestion et d'administration* restent de loin le segment le plus important du secteur, avec un total de 2,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 306 millions de dollars (14,3 %) par rapport à 2023.

OIM : Stocks gérés par les fournisseurs pour rationaliser les chaînes d'approvisionnement en aide d'urgence

Mis en place dans le cadre d'une initiative plus large de l'OIM visant à améliorer les interventions d'urgence à l'échelle mondiale, les stocks gérés par les fournisseurs ont pour but d'augmenter les stocks prépositionnés dans le monde entier. Fin 2023, plusieurs usines dans le monde ont commencé à produire des articles de première nécessité afin d'assurer une réponse plus rapide à la crise.

La procédure de passation des marchés était essentielle à la mise en place des stocks gérés par les fournisseurs et impliquait une évaluation approfondie de la capacité et de la volonté des titulaires d'accords de constituer des stocks à grande échelle à long terme. Les capacités de gestion des stocks et la fiabilité de chaque fournisseur ont été soigneusement examinées pour répondre à la demande. La fabrication d'abris d'urgence, de produits WASH (eau, assainissement et hygiène) et d'articles non alimentaires a commencé en Chine, aux Émirats arabes unis, en Inde, au Kenya, au Pakistan et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces articles font l'objet d'un contrôle de qualité dans les usines avant d'être expédiés. En moins d'un an, ce système axé sur la passation de marchés a permis de soutenir 15 missions de l'OIM dans le monde, notamment au Bangladesh, à Gaza, en République démocratique du Congo et en Ukraine. En 2024, l'OIM a effectué 66 livraisons à partir des stocks gérés par les fournisseurs (26 646 mètres cubes de marchandises). Les articles les plus fréquemment livrés étaient les

suivants : tentes familiales géodésiques autoportantes, bâches, ustensiles de cuisine, moustiquaires, couvertures et matelas.

L'utilisation des stocks gérés par les fournisseurs a considérablement amélioré l'efficacité opérationnelle. Les achats en grandes quantités effectués par l'intermédiaire de stocks gérés par les fournisseurs ont permis de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser l'utilisation des ressources. Les délais d'exécution ont été réduits de façon substantielle (environ 50 %) grâce à l'achèvement à l'avance des processus de fabrication et de contrôle de la qualité. Cette accélération des processus de la chaîne d'approvisionnement se traduit directement par une réponse plus rapide et plus efficace aux situations d'urgence sur le terrain. Par ailleurs, les accords mondiaux à long terme conclus entre l'OIM et l'ONU permettent de réaliser des économies, tandis que la normalisation des spécifications techniques mondiales dans l'ensemble du réseau de stocks gérés par les fournisseurs garantit une qualité constante et l'interopérabilité des articles de secours. L'application fructueuse des stocks gérés par les fournisseurs met en évidence les possibilités d'améliorer les opérations humanitaires à grande échelle grâce aux meilleures pratiques du secteur privé.

En 2024, le projet de stocks gérés par les fournisseurs a été nommé pour le Prix des Nations Unies en matière d'achats dans la catégorie « Innovation en matière d'achats et de chaîne d'approvisionnement ».

Tableau 1
Achats par secteur, 2024

<i>Catégorie (par secteur du rapport statistique annuel)</i>	<i>Total 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Total 2023 (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2023-2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2023-2024 (en pourcentage)</i>
Santé	5 318,1	4 823,9	494,2	10,2 %
Construction, ingénierie et sciences	3 630,6	3 520,5	110,0	3,1 %
Administration et opérations	2 932,2	2 731,6	200,6	7,3 %
Transport et entreposage	2 593,5	2 562,7	30,8	1,2 %
Alimentation et agriculture	2 362,1	2 744,8	-382,7	-13,9 %
Technologies de l'information et des communications	1 943,0	2 045,9	-102,9	-5,0 %
Voyages, logement et restauration	1 823,2	1 594,0	229,2	14,4 %
Finances, assurances et immobilier	1 241,3	1 196,3	45,0	3,8 %
Services collectifs de distribution	1 138,8	1 218,3	-79,4	-6,5 %
Aide humanitaire, paix, sécurité et sûreté	915,2	749,7	165,5	22,1 %
Autres biens et services	704,2	602,3	101,9	16,9 %
Véhicules automobiles, machines industrielles et équipements lourds	629,8	682,8	-52,9	-7,8 %
Éducation, formation et loisirs	429,7	455,7	-26,0	-5,7 %
Total	25 661,8	24 928,5	733,3	2,9 %

III. Achats par catégorie de biens et de services

8. Le rapport statistique annuel se fonde sur la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies pour classer les produits et services achetés par le système des Nations Unies et en rendre compte. La catégorisation utilisée dans la Classification est basée sur une hiérarchie de segments, de familles et de classes de produits et de produits de base. Le tableau 2 présente les 10 principales catégories d'achats en volume, enregistrées au niveau des segments en 2024.

9. En 2024, *les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins* sont restés le principal segment d'achats, avec 4,0 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 484 millions de dollars (13,8 %) par rapport à 2023, signe d'une reprise après la baisse observée après la pandémie, en 2023. L'UNICEF a conservé sa position de première entité acheteuse dans ce segment, avec un volume d'achats de 2,6 milliards de dollars et 66,3 % du total des dépenses engagées par le système des Nations Unies dans ce segment. Sur ce total, 2,5 milliards de dollars ont été consacrés à l'achat de médicaments à effet immunomodulateur. L'OPS arrive en deuxième position, avec des dépenses d'un montant total de 786 millions de dollars, soit 121 millions de dollars de plus qu'en 2023, en grande partie en raison de l'augmentation des achats de vaccins. Le FNUAP a conservé sa position de troisième entité acheteuse du segment, avec une hausse marginale de 6,1 millions de dollars (2,9 %) par rapport à 2023.

Tableau 2

Classement des 10 principales catégories d'achats, en volume (par segment de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies), 2024

Catégorie (segment UNSPSC)	Total 2024 (en millions de dollars)	Variation totale 2023-2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués en commun, 2024 (en pourcentage)
Produits pharmaceutiques, contraceptifs, vaccins	3 987,7	13,8 %	0,5 %	0,6 %
Services de transport, d'entreposage et de courrier	3 449,5	10,8 %	28,5 %	4,1 %
Services de gestion et d'administration	3 059,3	14,2 %	17,1 %	13,8 %
Services d'ingénierie et de recherche	1 864,0	11,2 %	11,8 %	7,7 %
Services des bâtiments et de l'entretien	1 838,0	1,9 %	31,3 %	1,8 %
Aliments et boissons	1 740,9	-14,8 %	18,8 %	0,0 %
Matériels et fournitures à usage médical	1 116,7	0,0 %	6,4 %	3,2 %
Voyages, restauration et hébergement	795,9	-8,0 %	22,2 %	9,3 %
Services financiers et d'assurance	598,0	-7,2 %	46,5 %	5,0 %
Carburants et lubrifiants, etc.	582,0	-9,0 %	32,1 %	3,5 %
Total du top 10	19 031,9			
Total ONU	25 661,8			

10. Les *services de transport, d'entreposage et de courrier* ont constitué le deuxième segment d'achats le plus important, avec un total de 3,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 10,8 % par rapport à 2023. Les entités des Nations Unies ont attribué cette croissance en grande partie à l'expansion des opérations sur le terrain dans les régions touchées par les crises et à l'augmentation des coûts de fret au niveau mondial. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a été le plus grand acheteur dans ce segment, qui représentait 39,6 % de son volume total d'achats. Le Secrétariat de l'ONU est arrivé en deuxième position, avec 563 millions de dollars, suivi par l'OIM, avec 455 millions de dollars. L'OIM a enregistré une augmentation significative de 353 millions de dollars, due en grande partie à l'inclusion – pour la

première fois – des billets d’avion achetés en vue de fournir une aide directe au déplacement aux personnes migrantes. La croissance des achats dans ce segment a été particulièrement forte en Ukraine (54 millions de dollars, soit 31,1 %), dans l’État de Palestine (45 millions de dollars, soit 140 %) et au Soudan (32 millions de dollars, soit 49,3 %), conformément aux besoins opérationnels de ces régions.

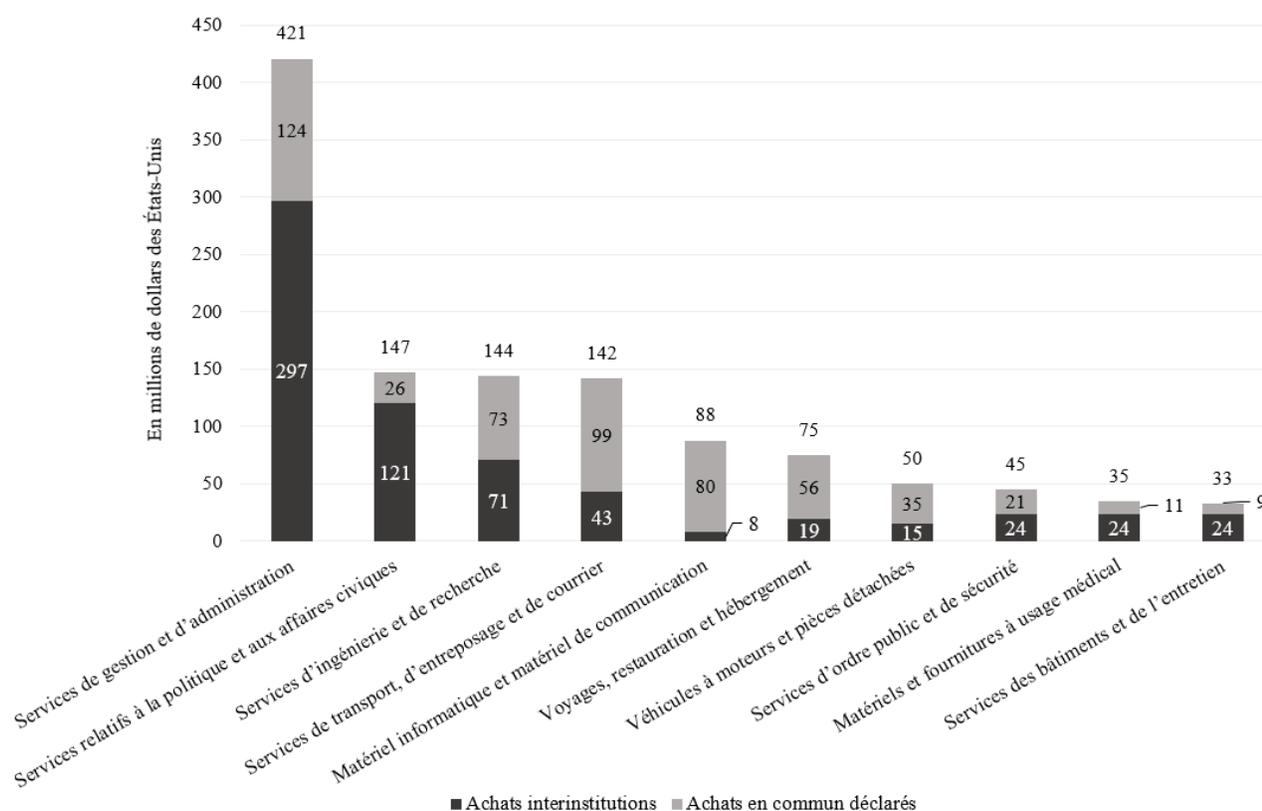
11. Les achats effectués en commun par des entités des Nations Unies dans le segment des *services de transport, d’entreposage et de courrier* ont également progressé en 2024. Le volume des achats communs a augmenté de 60 millions de dollars, pour atteindre 142 millions de dollars. La plupart de ces achats ont été effectués par des entités des Nations Unies dans le cadre d’accords partagés à long terme pour des véhicules, des services de fret et des opérations logistiques.

12. Les *services de gestion et d’administration* ont atteint un niveau record de 3,1 milliards de dollars en 2024, avec une croissance de 14,2 % par rapport à 2023. Cette tendance soutenue à la hausse – après une augmentation de 7,2 % en 2023 – reflète l’expansion des besoins des Nations Unies en matière d’appui opérationnel et administratif dans le monde entier. Le PNUD et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont largement contribué à cette croissance, enregistrant des augmentations des achats de 109 millions de dollars et 103 millions de dollars, respectivement, en particulier dans les services d’administration d’entreprise et les services des ressources humaines.

13. Le segment est également demeuré un domaine privilégié de collaboration entre les entités des Nations Unies. Les achats effectués en commun dans les *services de gestion et d’administration* totalisent 421 millions de dollars en 2024, dont 297 millions de dollars d’achats interinstitutions – le volume d’achats en commun le plus élevé enregistré parmi toutes les catégories.

Figure 2

Achats en commun déclarés par catégorie d’achat (10 principaux segments de la Classification)



14. Pour la première fois, les *services d'ingénierie et de recherche* ont fait leur entrée dans les cinq premiers segments, avec des achats d'une valeur record de 1,9 milliard de dollars. Le segment a enregistré une croissance de 187 millions de dollars (11,2 %) par rapport à 2023, ce qui témoigne d'un investissement plus important dans le soutien technique et génie dans l'ensemble du système des Nations Unies. Le PNUD a été particulièrement actif dans ce segment, enregistrant un total de 480 millions de dollars (en hausse de 145 millions de dollars), principalement pour des *services d'ingénierie professionnels*. L'UNICEF, le Secrétariat de l'ONU et l'OMS ont également enregistré des volumes d'achats importants dans ce segment, supérieurs à 200 millions de dollars chacun. Les achats en commun dans ce segment ont atteint 143 millions de dollars, près de la moitié du total étant enregistré comme des achats interinstitutions.

15. Le montant des *services des bâtiments et de l'entretien* s'est élevé à 1,8 milliard de dollars en 2024, soit une augmentation marginale de 35 millions de dollars par rapport à 2023. L'UNICEF est resté le principal acheteur dans ce segment, avec 363 millions de dollars de dépenses, malgré une baisse de 45 millions de dollars par rapport à 2023. Le Secrétariat de l'ONU est arrivé en deuxième position, avec 260 millions de dollars, suivi de près par l'OIM (251 millions de dollars) et l'UNOPS (248 millions de dollars). Les activités d'achats dans ce segment sont restées fortement axées sur la réhabilitation et la reconstruction d'infrastructures, en particulier dans les zones fragiles et touchées par des conflits.

16. La catégorie des *aliments et boissons* a enregistré des achats d'une valeur de 1,7 milliard de dollars en 2024. Les achats dans ce segment ont continué à diminuer (en baisse de 301 millions de dollars, soit 14,8 %), mais à un rythme plus lent que la baisse de 44,1 % enregistrée en 2023, ce qui suggère une stabilisation des besoins d'aide alimentaire. Le PAM est resté de loin le principal acheteur dans ce segment, avec 73,4 % du volume total des achats.

17. En dehors des 10 principaux segments, les *services relatifs à la politique et aux affaires civiles* ont enregistré 97 millions de dollars d'achats supplémentaires, pour atteindre 441 millions de dollars. Cette croissance s'explique en grande partie par l'augmentation des achats de l'UNOPS dans le cadre d'un projet de développement en Afghanistan. Un tiers des achats dans ce segment a été effectué en commun, ce qui en fait le deuxième segment le plus important pour les achats en commun des Nations Unies, après les *services de gestion et d'administration*.

IV. Achats par région du fournisseur

18. En 2024, la répartition régionale des achats des entités des Nations Unies est restée relativement stable, reflétant la poursuite de l'expansion mondiale des activités opérationnelles des Nations Unies. S'il y a eu de légères fluctuations dans les volumes d'achats enregistrés dans les différentes régions, aucun changement majeur dans les parts globales n'a été observé par rapport aux années précédentes.

19. L'Asie a conservé sa position de première source d'achats des Nations Unies, avec 8,2 milliards de dollars, soit près d'un tiers du total des achats. Les achats de biens et de services auprès des fournisseurs de la région ont augmenté de 383 millions de dollars (4,9 %) par rapport à 2023. Trois pays fournisseurs ont notamment enregistré des augmentations supérieures à 100 millions de dollars : Singapour (174 millions de dollars), l'État de Palestine (132 millions de dollars) et la Chine (108 millions de dollars). La région est restée une plaque tournante majeure pour les *produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins*, avec des volumes d'achats dans cette catégorie dépassant le milliard de dollars pour la quatrième année consécutive depuis 2021.

20. L'Europe suit de près, avec des achats atteignant 8,1 milliards de dollars en 2024. Les achats de biens et de services auprès des fournisseurs de la région ont augmenté de 254 millions de dollars (3,2 %) par rapport à 2023. La croissance est principalement due à l'augmentation des achats en Suisse (en hausse de 253 millions de dollars), surtout dans les *services de transport, d'entreposage et de courrier*, et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (en hausse de 159 millions de dollars), surtout dans le segment des *produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins*.

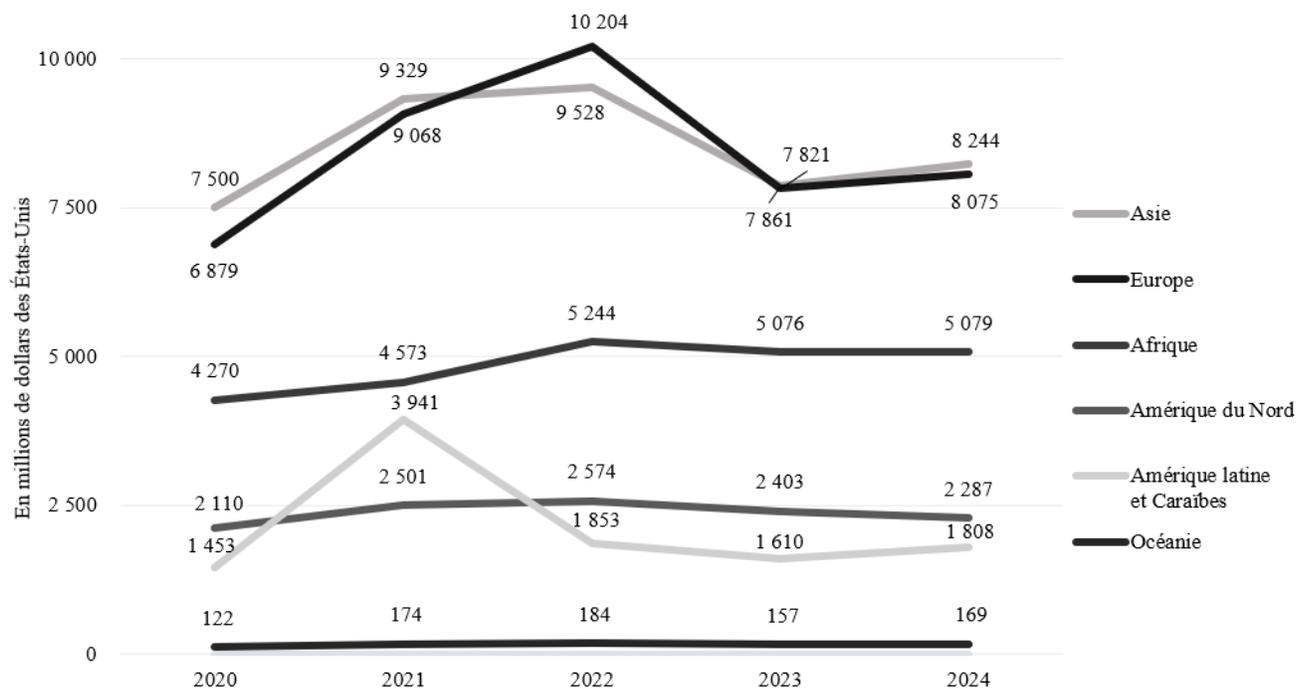
21. L'Afrique est restée la troisième région d'approvisionnement, avec des volumes d'achat totalisant 5,1 milliards de dollars en 2024. La région a enregistré une augmentation marginale de 2,8 millions de dollars par rapport à 2023. La part de l'Afrique dans les achats mondiaux des Nations Unies est restée stable, à environ un cinquième du total.

22. Les achats effectués auprès de fournisseurs d'Amérique du Nord se sont élevés à 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 116 millions de dollars par rapport à 2023. Ce recul est largement imputable à la réduction des achats auprès de fournisseurs des États-Unis d'Amérique (en baisse de 94 millions de dollars), principalement dans le domaine du *matériel informatique et du matériel de communication*. Malgré cette baisse globale, les achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins* auprès de fournisseurs de la région ont augmenté de 99 millions de dollars.

23. Les achats effectués en Amérique latine et dans les Caraïbes ont augmenté de manière significative, pour atteindre 1,8 milliard de dollars, soit une hausse de 198 millions de dollars par rapport à 2023. Les fournisseurs de Colombie et du Guatemala ont enregistré des augmentations supérieures à 50 millions de dollars chacun. La Colombie a atteint un volume d'achats record de 234 millions de dollars, devenant ainsi le plus grand pays fournisseur de la région, principalement grâce à des augmentations dans les segments des *voyages, de la restauration et de l'hébergement*, ainsi que des *services de gestion et d'administration*. Les achats effectués auprès de l'Équateur ont également connu une forte hausse, pour atteindre 68 millions de dollars, soit une augmentation de plus de 150 % par rapport à 2023.

24. En Océanie, les achats ont légèrement augmenté de 11 millions de dollars, pour atteindre un total de 169 millions de dollars. Les achats auprès de fournisseurs des Îles Marshall ont augmenté de 7,4 millions de dollars (35,5 %), pour atteindre 28 millions de dollars, tandis que les achats auprès de fournisseurs australiens ont augmenté de 5,5 millions de dollars, pour atteindre 48 millions de dollars.

Figure 3
Total des achats par région, 2020-2024



V. Principaux pays fournisseurs

25. En 2024, les entités des Nations Unies ont acheté des biens et des services auprès de 222 pays et territoires, ce qui témoigne du caractère mondial de leurs opérations d'achat. Les 10 principaux pays fournisseurs ont représenté 9,6 milliards de dollars, soit 37,6 % du total mondial.

26. Malgré une baisse de 4,2 % par rapport à 2023, les États-Unis d'Amérique sont restés le premier pays fournisseur, avec 2,1 milliards de dollars. Une part importante des achats effectués auprès de fournisseurs américains était attribuable à l'UNICEF (771 millions de dollars), qui s'est principalement procuré des *produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins*. Les achats effectués par l'UNICEF auprès des États-Unis d'Amérique ont augmenté de 58 millions de dollars (8,1 %) en 2024, reflétant l'importance continue des fournisseurs américains dans le secteur de la santé. Le Secrétariat de l'ONU et l'OPS ont également enregistré des volumes d'achats substantiels auprès de fournisseurs américains, supérieurs à 300 millions de dollars chacun. Néanmoins, le volume des achats du Secrétariat de l'ONU a diminué de 126 millions de dollars par rapport à 2023, les baisses étant réparties sur trois segments clés : *le matériel informatique et le matériel de communication, les services de transport, d'entreposage et de courrier, et les services d'ingénierie et de recherche* – chaque segment diminuant d'environ 30 millions de dollars.

27. Malgré la diminution globale des achats auprès des États-Unis d'Amérique, les fournisseurs américains ont conservé un rôle de premier plan dans le secteur des *produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins*, représentant près d'un quart du total des achats des Nations Unies dans ce domaine, et sont restés d'importants fournisseurs de *services d'ingénierie et de recherche*.

28. La Suisse est devenue le deuxième pays fournisseur, avec 1,2 milliard de dollars, soit une augmentation de 27,8 % par rapport à 2023. Cette croissance a été largement

portée par l'OIM, qui a sensiblement augmenté ses achats auprès de fournisseurs suisses, à hauteur de 163 millions de dollars, principalement dans le segment des *services de transport aérien de passagers*, en partie grâce à l'amélioration de la communication des données dans cette catégorie. Compte tenu de l'importance de ses achats, l'OIM est devenue la plus grande organisation acheteuse de produits suisses. Le Secrétariat de l'ONU a également augmenté ses achats auprès de la Suisse de 32 millions de dollars, principalement dans le domaine des *services d'ingénierie et de recherche*. L'OMS arrive en troisième position, avec des achats en Suisse à hauteur de 162 millions de dollars, soit une augmentation de 17 millions de dollars par rapport à 2023, principalement allouée aux *services de construction et d'entretien*.

29. Les Émirats arabes unis restent le troisième pays fournisseur, avec des achats atteignant 1,0 milliard de dollars, soit une augmentation de 73 millions de dollars par rapport à 2023. Malgré une baisse de 11 millions de dollars en 2024, le Secrétariat de l'ONU est en tête des achats dans le pays, avec près de la moitié du total des achats, principalement dans les *carburants et lubrifiants* et les *aliments et boissons*. Viennent ensuite le PAM et l'UNICEF, avec des volumes d'achats de 143 millions de dollars et 93 millions de dollars, respectivement. Les achats de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) auprès de fournisseurs du pays ont fortement augmenté, puisqu'ils ont été multipliés par près de cinq, passant de 13 millions de dollars en 2023 à 61 millions de dollars en 2024. Cette augmentation substantielle s'est largement reflétée dans les achats d'*aliments et de boissons*, qui ont augmenté de 44 millions de dollars, en raison des efforts humanitaires continus de l'organisation à Gaza. Les Émirats arabes unis sont devenus le principal fournisseur d'*aliments et de boissons* du système des Nations Unies en 2024, en fournissant des marchandises d'une valeur de 260 millions de dollars.

30. Le Danemark est passé à la quatrième place, avec des achats à hauteur de 954 millions de dollars, soit une baisse de 8,4 % par rapport à 2023. Cette diminution s'explique principalement par la réduction des achats de *matériel informatique et de matériel de communication* (en baisse de 81 millions de dollars), notamment par le PNUD et l'UNOPS. Ce recul a été partiellement compensé par une augmentation des achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins* (en hausse de 11 millions de dollars). L'UNICEF est resté la principale entité acheteuse auprès de fournisseurs danois, avec une valeur d'achat de 246 millions de dollars, malgré une baisse de 25 millions de dollars par rapport à 2023. Viennent ensuite le HCR et le PNUD, avec des volumes d'achats de 158 millions de dollars et 156 millions de dollars, respectivement.

31. Le Danemark a également continué à être une plaque tournante pour les activités d'achats en commun au sein du système des Nations Unies. Au total, 283 millions de dollars ont été enregistrés en tant qu'achats en commun. Ce montant comprend 176 millions de dollars d'achats interinstitutions impliquant l'achat de biens ou de services entre les entités des Nations Unies, et 110 millions de dollars d'achats en commun hors transactions interinstitutions directes. L'UNOPS (141 millions de dollars) et l'UNICEF (23 millions de dollars) sont les principaux fournisseurs de biens et de services aux autres entités des Nations Unies, ce qui s'explique par la présence de centres d'achats établis par ces deux entités au Danemark. La Suisse, avec un total de 125 millions de dollars, et les États-Unis d'Amérique, avec 98 millions de dollars, ont également enregistré d'importants volumes d'achats interinstitutions. Les principales catégories d'achats interinstitutions réalisés dans ces trois pays phares sont les *services de gestion et d'administration* (174 millions de dollars), les *services d'ingénierie et de recherche* (64 millions de dollars) et les *services relatifs à la politique et aux affaires civiles* (47 millions de dollars).

32. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est passé de la septième place en 2023 à la cinquième place en 2024, avec un total de 852 millions

de dollars. Les achats auprès de fournisseurs britanniques ont augmenté de 159 millions de dollars (23,0 %). Cette augmentation s'est observée principalement dans *les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins* (en hausse de 236 millions de dollars), en grande partie achetés par l'UNICEF, si bien que 2024 est l'année où les fournisseurs britanniques ont enregistré le deuxième volume d'achats le plus élevé dans ce segment. Le Secrétariat de l'ONU a également contribué à cette croissance, principalement dans les *services de transport, d'entreposage et de courrier* (en hausse de 36 millions de dollars).

33. L'Inde a conservé sa sixième place parmi les pays fournisseurs, avec une valeur d'achat totale de 780 millions de dollars. Environ la moitié des achats effectués auprès de fournisseurs indiens concernait le segment des *produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins*, ce qui fait de l'Inde le troisième fournisseur dans cette catégorie. Le PNUD a augmenté ses achats en Inde de 68 millions de dollars (79,8 %) par rapport à 2023, essentiellement dans le domaine des biens et services liés à la santé.

34. La France a enregistré des achats à hauteur de 755 millions de dollars, soit une augmentation de 86 millions de dollars par rapport à 2023. Elle est restée un important fournisseur de *matériel de laboratoire et de tests*, les fournisseurs français représentant un quart du total des achats dans cette catégorie. L'UNICEF et l'OPS sont demeurés les principales entités acheteuses en France, chacune enregistrant des augmentations d'achats supérieures à 50 millions de dollars en 2024.

35. L'Ukraine a conservé sa position parmi les 10 premiers pays fournisseurs, avec des achats d'une valeur de 699 millions de dollars, principalement axés sur les efforts de reconstruction et la logistique humanitaire. Le Secrétariat de l'ONU a été la principale entité acheteuse auprès de l'Ukraine, avec 179 millions de dollars, suivi par le PAM, avec 112 millions de dollars.

36. La Belgique a enregistré des achats d'une valeur de 688 millions de dollars, ce qui confirme le déclin progressif observé après la pandémie, notamment en ce qui concerne les achats liés aux vaccins. Le montant des achats effectués en Afghanistan est resté relativement stable, à 621 millions de dollars, ce qui témoigne de la poursuite des activités d'achat à l'appui des opérations humanitaires menées dans le pays.

Tableau 3
Classement des 10 principaux pays fournisseurs, en volume d'achats, 2024

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Service 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Total 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Part du total ONU 2024 (en pourcentage)</i>	<i>Évolution totale 2023-2024 (en pourcentage)</i>
États-Unis d'Amérique	1 178,1	952,9	2 131,0	8,3 %	-4,2 %
Suisse	168,5	992,0	1 160,4	4,5 %	27,8 %
Émirats arabes unis	652,3	348,1	1 000,4	3,9 %	7,9 %
Danemark	349,3	604,3	953,6	3,7 %	-8,4 %
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	462,6	389,0	851,6	3,3 %	23,0 %
Inde	546,9	233,1	780,0	3,0 %	-10,4 %
France	549,1	205,6	754,7	2,9 %	12,8 %
Ukraine	221,4	477,6	698,9	2,7 %	2,1 %
Belgique	620,0	68,3	688,4	2,7 %	-21,0 %
Afghanistan	183,5	437,2	620,7	2,4 %	-0,1 %
Total du top 10	4 931,6	4 708,1	9 639,7	37,6 %	1,4 %
Total ONU	11 631,9	14 030,0	25 661,8	2,9 %	

PNUD : Adaptation côtière à Tuvalu - renforcer la résilience grâce à des achats durables

Tuvalu, une nation insulaire du Pacifique composée d'atolls de faible altitude, est menacée par la montée du niveau des mers et l'intensification des tempêtes dues aux changements climatiques. Sa capitale, Funafuti, qui abrite plus de la moitié des 11 000 habitants de Tuvalu, s'avère particulièrement vulnérable. Selon les projections, d'ici à 2100, jusqu'à 90 % de Funafuti pourrait subir des inondations régulières. En conséquence, le projet d'adaptation côtière des Tuvalu financé par le Fonds vert pour le climat et mis en œuvre par le PNUD en partenariat avec le Gouvernement, vise à améliorer la protection côtière dans des endroits clés à travers les îles de Funafuti, de Nanumea et de Nanumaga. La passation de marchés a joué un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs du projet d'adaptation côtière des Tuvalu. Gérées par le PNUD, les activités d'achats ont assuré la réalisation de travaux de construction maritimes répondant à des normes de qualité élevées en matière de résilience aux changements climatiques, de durabilité et d'excellence technique. Parmi les principaux résultats obtenus figurent notamment 7,4 hectares de terrain gagné sur la mer à Funafuti – qui devraient rester à l'abri des inondations au-delà de 2100 – et la construction de digues protectrices sur les îles extérieures. Lors de la sélection des fournisseurs, la priorité a été donnée à la durabilité environnementale et à la résilience à long terme des infrastructures, ce qui a permis de soutenir les objectifs stratégiques du projet.

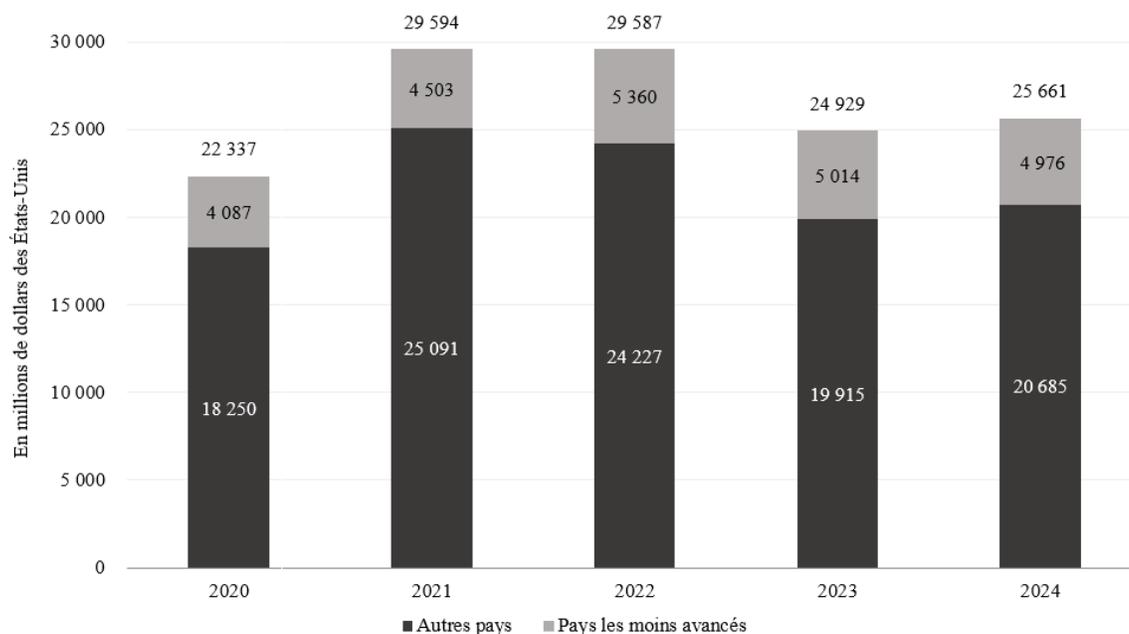
Le projet d'adaptation côtière des Tuvalu a renforcé la résilience physique de Tuvalu aux changements climatiques, a garanti des terres plus sûres et a réduit la vulnérabilité aux risques côtiers. En servant de modèle d'adaptation aux changements climatiques dans les États insulaires de faible altitude, le projet contribue directement aux objectifs de développement durable n^{os} 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 13 (Action climatique).

En 2024, le projet d'adaptation côtière des Tuvalu a décroché le Prix des Nations Unies en matière d'achats dans la catégorie « Innovation en matière d'achats et de chaîne d'approvisionnement ».

VI. Achats effectués auprès de fournisseurs issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement

37. Le système des Nations Unies a introduit la catégorie des pays les moins développés en 1971 afin de reconnaître les nations nécessitant un soutien international supplémentaire en raison de leurs problèmes de développement particuliers. Fin 2024, 44 pays figuraient dans cette catégorie.

Figure 4
Achats effectués dans les pays les moins avancés, 2020-2024



38. En 2024, les achats des entités des Nations Unies auprès de fournisseurs basés dans les pays les moins avancés se sont élevés à 5,0 milliards de dollars, soit un niveau similaire à celui enregistré en 2023. Le volume total a légèrement diminué (environ 37 millions de dollars, soit une baisse de 0,7 %) par rapport à l'année précédente. Malgré cette diminution marginale, la part des achats des entités des Nations Unies auprès des pays les moins avancés, qui s'élevait à 15,7 % du total en 2022 et augmentait depuis, s'est élevée à 19,4 % du volume total des achats en 2024, ce qui souligne les efforts soutenus déployés par le système des Nations Unies pour faire appel à des fournisseurs dans ces pays et soutenir les économies locales grâce aux activités d'achats.

39. En 2024, l'Afghanistan est devenu le plus grand fournisseur parmi les pays les moins avancés, avec des achats d'une valeur de 621 millions de dollars. Dans le cadre de ses opérations en Afghanistan, le système des Nations Unies a continué d'accorder la priorité à l'aide humanitaire, au renforcement de la résilience et à la fourniture de services essentiels. Malgré des baisses marginales par rapport à 2023, le *matériel pour plantes et animaux vivants* et les *services des bâtiments et de l'entretien* sont restés parmi les catégories principales, représentant respectivement 92 millions et 87 millions de dollars. Les *services relatifs à la politique et aux affaires civiles* ont connu une augmentation notable, puisqu'ils ont plus que quintuplé, passant de 11 millions de dollars en 2023 à 62 millions de dollars en 2024. Cette croissance a été portée par un projet mené par l'UNOPS visant à soutenir la réhabilitation des infrastructures locales et à fournir des moyens de subsistance au travers d'initiatives « travail contre rémunération ».

Tableau 4
Classement des 20 premiers pays fournisseurs, par volume d'achats – pays les moins avancés, 2024

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Services 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Total 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Évolution totale 2023-2024 (en pourcentage)</i>
Afghanistan	183,5	437,2	620,7	-0,1 %
Yémen	111,5	483,9	595,3	-7,8 %
Éthiopie	53,5	337,9	391,4	-3,7 %
Soudan du Sud	93,8	258,4	352,2	4,3 %
Soudan	157,8	179,3	337,1	47,2 %
République démocratique du Congo	106,3	189,4	295,6	-13,2 %
Bangladesh	79,3	114,9	194,2	2,2 %
Somalie	35,9	155,6	191,5	-13,5 %
Tchad	65,6	118,1	183,7	16,6 %
Mozambique	50,0	132,7	182,7	9,2 %
Ouganda	59,4	114,5	173,9	-12,9 %
République-Unie de Tanzanie	78,0	81,2	159,2	67,8 %
Niger	59,4	60,4	119,8	7,8 %
Burkina Faso	52,6	59,9	112,5	-4,1 %
Mali	23,0	77,9	100,9	-8,4 %
Haïti	27,7	62,5	90,2	-10,6 %
République centrafricaine	21,3	52,3	73,7	-13,8 %
Myanmar	32,8	40,4	73,1	-28,6 %
Madagascar	24,6	46,2	70,8	-7,6 %
Bénin	35,8	17,0	52,8	33,9 %
Total du top 20	1 351,8	3 019,5	4 371,3	0,4 %
Total PMA	1 507,1	3 469,3	4 976,4	-0,7 %
Total ONU	11 631,9	14 030,0	25 661,8	2,9 %

40. Le Yémen suit de près, avec 595 millions de dollars, soit une diminution de 50 millions de dollars (7,8 %) par rapport à 2023. Les *services financiers et d'assurance* sont restés la catégorie la plus importante d'achats effectués par des entités des Nations Unies dans le pays, avec 197 millions de dollars. Cette catégorie a connu une augmentation de 35,3 %, principalement sous l'impulsion de l'UNICEF. Si les achats dans la deuxième catégorie la plus importante, les *services des bâtiments et de l'entretien*, ont diminué de 46 millions de dollars en raison de la finalisation de plusieurs grands projets de reconstruction, les achats de *services d'agriculture, de pêche et de foresterie* et d'*aliments et de boissons* ont bondi, augmentant respectivement de 15 millions de dollars et de 12 millions de dollars, en grande partie grâce à l'UNOPS et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

41. Les achats effectués auprès de l'Éthiopie ont également diminué de 15 millions de dollars, pour se fixer à 391 millions de dollars. L'Éthiopie a continué de bénéficier de la mobilisation des Nations Unies en faveur de programmes de résilience et de relèvement dans les zones touchées par les conflits. Les *services des bâtiments et de l'entretien* ont enregistré une augmentation significative, passant de 15 millions de

dollars en 2023 à 48 millions de dollars en 2024, principalement en raison de l'augmentation des achats de l'UNICEF et de l'UNOPS. Malgré une augmentation de 23 millions de dollars des achats dans les *services de transport, d'entreposage et de courrier*, des réductions des achats liés aux aliments et aux boissons et à la santé ont contribué à cette légère baisse globale.

42. Le Soudan a affiché la plus forte croissance parmi les pays les moins avancés en 2024, avec des achats atteignant 337 millions de dollars, soit une augmentation de 108 millions de dollars (47,2 %). Des augmentations significatives ont été enregistrées pour les *aliments et boissons*, ainsi que pour les *services de transport, d'entreposage et de courrier*, ce qui traduit l'intensification des opérations logistiques pour la distribution de nourriture, d'abris et de fournitures médicales. L'augmentation des achats était principalement liée aux projets menés par le PAM dans le pays.

43. La République-Unie de Tanzanie a enregistré la plus forte croissance relative parmi les pays les moins avancés : les achats effectués dans le pays sont passés de 95 millions de dollars à 159 millions de dollars. Les achats ont augmenté principalement dans les catégories des *aliments et boissons* et des *services de transport, d'entreposage et de courrier*, reflétant l'intensification des opérations logistiques pour soutenir les chaînes d'approvisionnement humanitaires régionales et les réseaux de distribution alimentaire, en grande partie sous l'impulsion du PAM.

44. Au sein du système des Nations Unies, le PNUD, l'UNICEF et le PAM sont restés les principaux acheteurs des pays les moins avancés. En termes absolus, l'OIM a enregistré des augmentations notables (de 107 millions de dollars) de ses achats auprès de fournisseurs des pays les moins avancés, du fait de l'expansion des activités de mise en œuvre de projets dans plusieurs pays, principalement dans le domaine de la logistique et de l'aide au déplacement.

45. Conscientes des difficultés structurelles auxquelles sont confrontés les pays en développement sans littoral – notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés et les coûts de transport élevés – les Nations Unies continuent de promouvoir les achats auprès de fournisseurs de ces pays. En 2024, le groupe des pays en développement sans littoral comptait 32 pays.

46. Les achats effectués par les entités des Nations Unies auprès de fournisseurs basés dans les pays en développement sans littoral se sont élevés à 3,0 milliards de dollars en 2024, ce qui représente une légère augmentation de 0,7 % par rapport à 2023. Les achats effectués dans les pays en développement sans littoral ont représenté 11,5 % du total des achats des Nations Unies.

47. En 2024, l'Afghanistan est resté le plus grand fournisseur parmi les pays en développement sans littoral, suivi par l'Éthiopie et le Soudan du Sud. Avec chacun des volumes d'achat significatifs de plus de 170 millions de dollars, le Tchad et l'Ouganda figurent parmi les autres fournisseurs notables des pays en développement sans littoral. Les achats effectués auprès du Tchad ont augmenté de 16,6 %, principalement sous l'effet d'une hausse des achats de *services de transport, d'entreposage et de courrier* et de *services des bâtiments et de l'entretien*.

48. La Mongolie a enregistré la plus forte augmentation relative parmi les pays en développement sans littoral, avec des achats en hausse de 220 % pour atteindre un total de 51 millions de dollars, en grande partie en raison de l'augmentation des achats de *services de transport, d'entreposage et de courrier*, essentiellement par le PAM.

49. Les *services de transport, d'entreposage et de courrier*, les *services des bâtiments et de l'entretien* et les *aliments et boissons* sont restés les principales catégories d'achats effectués auprès des pays en développement sans littoral. Dans ces pays, l'absence de littoral accentue l'importance des achats liés aux transports, souvent liés à la logistique humanitaire et aux projets de développement.

50. Tout comme pour les achats auprès des pays les moins avancés, le PAM reste le plus gros acheteur auprès des pays en développement sans littoral, malgré une baisse de 155 millions de dollars par rapport aux niveaux de 2023. Le PNUD, l'UNICEF et le Secrétariat de l'ONU ne sont pas en reste, puisqu'ils ont enregistré collectivement un peu plus d'un milliard de dollars de biens et de services en provenance des pays en développement sans littoral.

51. Les petits États insulaires en développement sont confrontés à des défis uniques en matière de développement en raison de leur éloignement et de leur vulnérabilité accrue aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. En 2024, 53 pays et territoires étaient reconnus comme faisant partie du groupe des petits États insulaires en développement.

Tableau 5

Classement des 10 principales catégories d'achats effectués dans les pays en développement sans littoral, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, en volume (par segment de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies), 2024

<i>Catégorie (segment UNSPSC)</i>	<i>Total PDSL et PEID 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Total PDSL 2024 (en millions de dollars)</i>	<i>Total PEID 2024 (en millions de dollars)</i>
Services de transport, d'entreposage et de courrier	666,9	95,5	762,4
Services de gestion et d'administration	330,8	75,2	406,0
Services des bâtiments et de l'entretien	332,9	47,1	380,0
Produits pharmaceutiques, contraceptifs, vaccins	5,9	299,9	305,8
Aliments et boissons	217,4	37,9	255,3
Services d'ingénierie et de recherche	136,4	43,8	180,2
Matériel pour plantes et animaux vivants	129,6	34,3	163,9
Voyages, restauration et hébergement	130,9	31,6	162,5
Services relatifs à la politique et aux affaires civiles	104,9	3,8	108,7
Services d'ordre public et de sécurité	101,1	7,2	108,4
Total du top 10	2 156,8	676,4	2 833,2
Total ONU	2 956,4	799,0	3 755,4

52. Les achats auprès des petits États insulaires en développement ont atteint un niveau record de 799 millions de dollars en 2024, soit 27,4 % de plus qu'en 2023.

53. Singapour est restée de loin le plus grand fournisseur parmi les petits États insulaires en développement, représentant plus de la moitié des achats totaux de ce groupe, avec un volume de 406 millions de dollars, soit une augmentation de 75,0 % par rapport à 2023. Cette croissance tient principalement à l'augmentation des achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins* (en hausse de 165 millions de dollars), principalement par l'UNICEF.

54. Les autres principaux pays fournisseurs sont Haïti (90 millions de dollars), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (32 millions de dollars), Maurice (30 millions de dollars) et la République dominicaine (29 millions de dollars).

55. Les fournisseurs des Comores et de Trinité-et-Tobago ont enregistré une augmentation de plus de 50 % de leurs achats par rapport à 2023, atteignant respectivement 18 et 16 millions de dollars.

VII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies

56. En 2024, les entités des Nations Unies ont maintenu des niveaux élevés d'activité d'achat, reflétant la poursuite du passage d'une intervention d'urgence axée sur les pandémies à des initiatives de développement, de soutien humanitaire et de renforcement de la résilience à plus long terme. Les volumes d'achats sont restés supérieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie, ce qui témoigne des efforts déployés par le système des Nations Unies pour répondre à des besoins complexes à l'échelle mondiale.

57. L'UNICEF a conservé sa position de première entité acheteuse, avec des achats atteignant 5,6 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 366 millions de dollars (7,0 %) par rapport à 2023. La croissance s'explique principalement par l'augmentation des achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins* (en hausse de 284 millions de dollars), de *services d'ingénierie et de recherche* (en hausse de 58 millions de dollars) et de *services de gestion et d'administration* (en hausse de 47 millions de dollars). Si les États-Unis d'Amérique sont demeurés le principal fournisseur de l'UNICEF, avec 771 millions de dollars d'achats, Singapour et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont enregistré des augmentations significatives, avec chacun une croissance de plus de 160 millions de dollars par rapport à 2023, en grande partie grâce à l'augmentation des achats de fournitures médicales.

58. Le PAM a conservé sa position de deuxième entité acheteuse, avec des achats atteignant 3,9 milliards de dollars en 2024, soit une diminution de 570 millions de dollars (12,7 %) par rapport à 2023. Ce recul s'explique principalement par la diminution des achats d'*aliments et de boissons* (en baisse de 387 millions de dollars), due à la réduction des opérations de distribution alimentaire après les pics enregistrés lors des urgences mondiales majeures. Malgré ce recul, le PAM a conservé sa position de premier acheteur dans le segment des *services de transport, d'entreposage et de courrier*, les achats dans cette catégorie s'élevant au total à 1,4 milliard de dollars en 2024. Malgré une diminution notable des achats par rapport à 2023, la Turquie et le Kenya ont conservé leur place parmi les principaux pays fournisseurs du PAM, avec respectivement 211 millions de dollars et 190 millions de dollars d'achats. À l'inverse, les achats auprès des fournisseurs soudanais ont fortement augmenté, pour atteindre un total de 180 millions de dollars (en hausse de 78 millions de dollars), du fait de l'intensification de l'intervention humanitaire du PAM face aux conflits et aux déplacements de population dans la région.

59. Le PAM a également fait état de 100 millions de dollars d'achats en commun, dont 92 millions de dollars dans le cadre d'achats interinstitutions, principalement pour des *services relatifs à la politique et aux affaires civiles* (65 millions de dollars).

60. Le PNUD a enregistré des achats pour un montant de 2,9 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 13,5 % par rapport à 2023, passant ainsi de la quatrième à la troisième place des entités acheteuses. Il s'agit du volume d'achats annuel le plus élevé jamais enregistré par le PNUD, qui dépasse de 50 millions de dollars son précédent record de 2022. La croissance a été particulièrement marquée dans les *services de gestion et d'administration* et dans les *services d'ingénierie et de recherche*, qui ont chacun enregistré des augmentations de plus de 100 millions de dollars en 2024. Sur le plan géographique, le PNUD a augmenté ses achats auprès de plusieurs pays fournisseurs clés. Les achats auprès de fournisseurs libanais ont augmenté de 96 millions de dollars, faisant du PNUD le plus grand acheteur des Nations Unies au Liban, en particulier dans les domaines des *services financiers et d'assurance* et des *services d'ingénierie et de recherche*. Les achats effectués auprès de l'Inde ont également augmenté de manière significative (en hausse de 68 millions

de dollars), principalement dans le secteur des biens et services médicaux. En outre, les achats auprès de fournisseurs ukrainiens sont passés de 49 millions de dollars en 2023 à 76 millions de dollars en 2024, contribuant ainsi à l'expansion des initiatives de relèvement et de reconstruction menées par le PNUD dans le pays.

61. Le PNUD a enregistré le niveau le plus élevé d'achats en commun au sein des Nations Unies, pour un montant total d'environ 310 millions de dollars, dont 103 millions de dollars pour des achats interinstitutions, principalement dans le domaine des *services d'ingénierie et de recherche* et des *services de gestion et d'administration*.

62. Le Secrétariat de l'ONU a enregistré des achats d'un montant de 2,8 milliards de dollars en 2024, soit une légère diminution de 154 millions de dollars (5,2 %) par rapport à 2023. Si le volume global des achats a diminué, le Secrétariat de l'ONU a enregistré une augmentation des achats de *carburants et de lubrifiants* (en hausse de 23 millions) et est ainsi resté le plus gros acheteur de la catégorie. En revanche, les volumes d'achats ont sensiblement diminué dans certaines catégories, dont le *matériel informatique et le matériel de communication* (en baisse de 36 millions de dollars) et les *services de voyages, de restauration et d'hébergement* (en baisse de 31 millions de dollars). Néanmoins, ces deux catégories sont restées au premier rang des achats effectués en commun par le Secrétariat de l'ONU, avec un volume combiné de 46 millions de dollars, soit près de la moitié de l'ensemble de ses achats en commun.

Tableau 6
Achats par entité des Nations Unies, 2024

Entité	Total 2024 (en millions de dollars)	Évolution totale 2023-2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués dans les PMA, PDSL et PEID, 2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués en commun, 2024 (en pourcentage)
UNICEF	5 610,3	7,0 %	22,7 %	0,3 %
PAM	3 912,9	-12,7 %	42,6 %	2,6 %
PNUD	2 890,0	13,5 %	24,7 %	10,7 %
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	2 785,0	-5,2 %	15,5 %	4,2 %
UNOPS	1 678,7	4,6 %	25,0 %	7,8 %
OIM	1 668,0	39,8 %	26,6 %	1,3 %
OMS	1 391,2	-8,4 %	19,6 %	11,6 %
HCR	1 314,5	-0,4 %	20,9 %	19,9 %
OPS	1 096,1	11,7 %	1,7 %	0,1 %
FAO	721,6	-4,1 %	55,8 %	3,8 %
FNUAP	516,0	-4,3 %	14,6 %	11,3 %
UNRWA	460,3	86,7 %	0,1 %	3,5 %
OIT	323,3	-1,0 %	17,8 %	4,0 %
AIEA	184,4	-4,6 %	0,9 %	1,8 %
ONU-Femmes	184,0	4,3 %	25,2 %	19,5 %
OMPI	180,1	6,3 %	1,2 %	29,4 %
UNESCO	163,3	4,2 %	21,0 %	17,6 %
ONUDI	159,8	15,7 %	10,4 %	3,3 %
OACI	95,0	3,2 %	0,3 %	7,6 %
FIDA	66,8	10,8 %	9,0 %	23,2 %
CCNUCC	35,3	45,3 %	4,6 %	36,5 %

Entité	Total 2024 (en millions de dollars)	Évolution totale 2023-2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués dans les PMA, PDSL et PEID, 2024 (en pourcentage)	Part des achats effectués en commun, 2024 (en pourcentage)
ONUSIDA	33,7	-11,2 %	29,4 %	14,1 %
ITC	31,8	15,4 %	28,9 %	29,1 %
OMC	29,9	16,5 %	0,0 %	20,5 %
UIT	27,9	20,4 %	3,6 %	19,8 %
OMM	21,9	12,9 %	2,2 %	49,2 %
UPU	20,7	6,2 %	7,2 %	8,5 %
OIAC	20,4	-9,0 %	0,6 %	1,2 %
OMI	14,4	-18,9 %	0,1 %	4,7 %
UNU	11,5	-29,0 %	1,5 %	15,1 %
VNU	9,1	-2,0 %	0,5 %	78,4 %
ONU Tourisme	3,7		0,8 %	0,6 %
Total ONU	25 661,8	3,0 %	24,1 %	5,6 %

Note : Le calcul de la part des achats effectués dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement exclut les données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu.

63. L'UNOPS s'est classé cinquième en 2024, avec des achats d'une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à 2023. Il s'agit de son deuxième volume d'achats le plus élevé, après 2021. L'UNOPS a maintenu des niveaux d'achats élevés dans les *services des bâtiments et de l'entretien*, pour soutenir des projets d'infrastructure dans plusieurs régions, avec un total d'achats de 248 millions de dollars dans cette catégorie. L'Afghanistan, l'Argentine et le Yémen ont été les plus grands fournisseurs de l'UNOPS dans cette catégorie, avec des volumes d'achats supérieurs à 30 millions de dollars chacun. Les *véhicules à moteur et les pièces détachées* ont constitué la deuxième catégorie d'achats la plus importante pour l'UNOPS, avec un total de 218 millions de dollars, soit une augmentation de 40 millions de dollars par rapport à 2023. Cela inclut des livraisons à l'État de Palestine pour faciliter le mouvement des fournitures d'aide humanitaire, ainsi que l'achat de trolleybus électriques au nom du Gouvernement de l'Équateur. Les achats de *services relatifs à la politique et aux affaires civiques* ont également connu une croissance significative (en hausse de 63 millions de dollars), pour atteindre un total de 78 millions de dollars, principalement à l'appui d'un projet visant à renforcer la résilience et les moyens de subsistance des communautés afghanes. Il est à noter que près d'un quart des achats dans cette catégorie ont été effectués dans le cadre d'achats interinstitutions.

64. L'OIM a enregistré la plus forte croissance relative parmi les entités des Nations Unies en 2024, avec une augmentation des achats de 475 millions de dollars (39,8 %), pour atteindre 1,7 milliard de dollars – son volume d'achats le plus élevé jamais enregistré. Les achats de l'OIM n'ont été inférieurs que de 11 millions de dollars à ceux de l'UNOPS. La croissance a été principalement tirée par l'augmentation des achats de *services de transport, d'entreposage et de courrier*, qui ont augmenté de 353 millions de dollars. Cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des achats de *services de transport aérien de passagers*, compte tenu de l'inclusion des billets de personnes migrantes achetés par l'OIM pour fournir une aide directe au déplacement aux personnes migrantes.

65. Les achats de l'OMS se sont élevés à 1,4 milliard de dollars, soit une diminution de 8,4 % par rapport à 2023, principalement en raison du retour à la normale des

opérations d'approvisionnement en produits de santé après les précédents pics d'urgence. Le HCR a fait état d'achats d'un montant de 1,3 milliard de dollars, soit une baisse marginale de 0,4 %. La FAO a enregistré des achats de 722 millions de dollars, soit une baisse de 4,1 % par rapport à 2023. En revanche, les achats de l'OPS ont augmenté de 115 millions de dollars, pour atteindre 1,1 milliard de dollars, en grande partie du fait de l'augmentation des achats liés aux vaccins.

66. En dehors des 10 premières entités acheteuses, l'UNRWA a enregistré la plus forte augmentation en termes absolus et en pourcentage, le volume total de ses achats ayant augmenté de 214 millions de dollars pour atteindre 460 millions de dollars (en hausse de 86,7 %). Cela s'explique par l'intensification des activités d'intervention humanitaire, en particulier au Proche-Orient. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a augmenté ses achats de 22 millions de dollars pour atteindre 160 millions de dollars, grâce à la croissance des activités de projets environnementaux. En pourcentage, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a enregistré la deuxième plus forte croissance au sein du système des Nations Unies, augmentant ses achats de 45,3 % pour atteindre 35 millions de dollars.

67. À mesure que les achats en commun se sont développés en 2024, de nombreuses entités des Nations Unies se sont non seulement engagées dans l'approvisionnement collectif, mais ont également servi de fournisseurs à d'autres entités, en tirant parti de leurs capacités spécialisées et de leurs plateformes d'approvisionnement.

68. L'UNOPS est restée la principale entité fournisseuse pour les achats interinstitutions, avec 189 millions de dollars de biens et services fournis à d'autres entités des Nations Unies, contre 157 millions de dollars en 2023. Une part importante de ce montant (160 millions de dollars) a été fournie au titre des *services de gestion et d'administration*, principalement au HCR.

69. Le PNUD est arrivé en deuxième position, avec 114 millions de dollars d'achats en commun, soit une augmentation de 25 millions de dollars. Il a principalement fourni des *services relatifs à la politique et aux affaires civiques* (37 millions de dollars) et des *services de gestion et d'administration* (23 millions de dollars). Les principaux acheteurs du PNUD ont été le PAM et le Secrétariat de l'ONU, qui ont tous deux enregistré des volumes d'achats supérieurs à 30 millions de dollars.

70. Vient ensuite le PAM avec 79 millions de dollars de biens et services fournis à d'autres entités des Nations Unies, dont 22 millions de dollars pour les *services de transport, d'entreposage et de courrier* et 24 millions de dollars pour les *services de gestion et d'administration*.

Figure 5

Achats effectués par les entités des Nations Unies dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, 2023-2024 (classement des 10 premières entités par volume total d'achats)

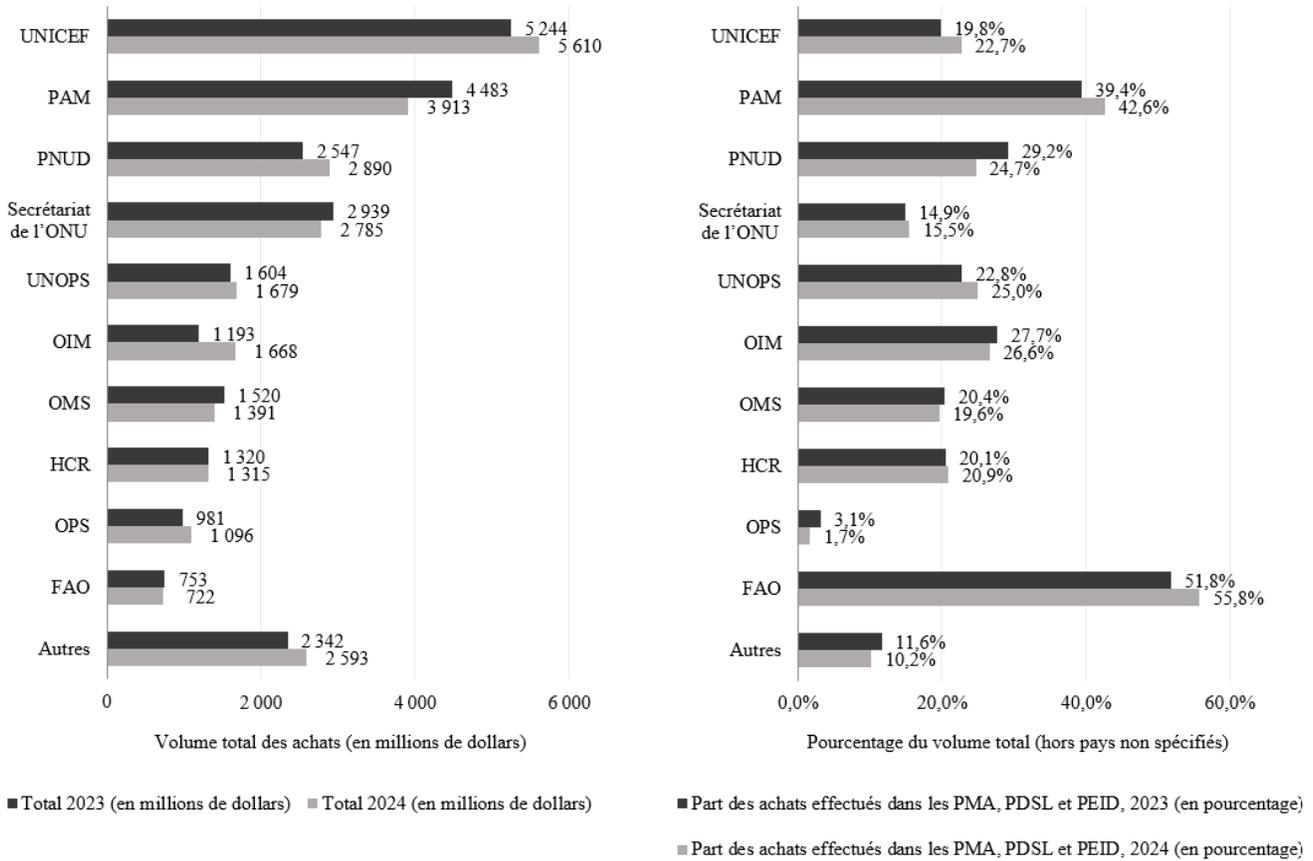


Figure 6

Achats en commun déclarés par les entités (10 principales entités acheteuses)

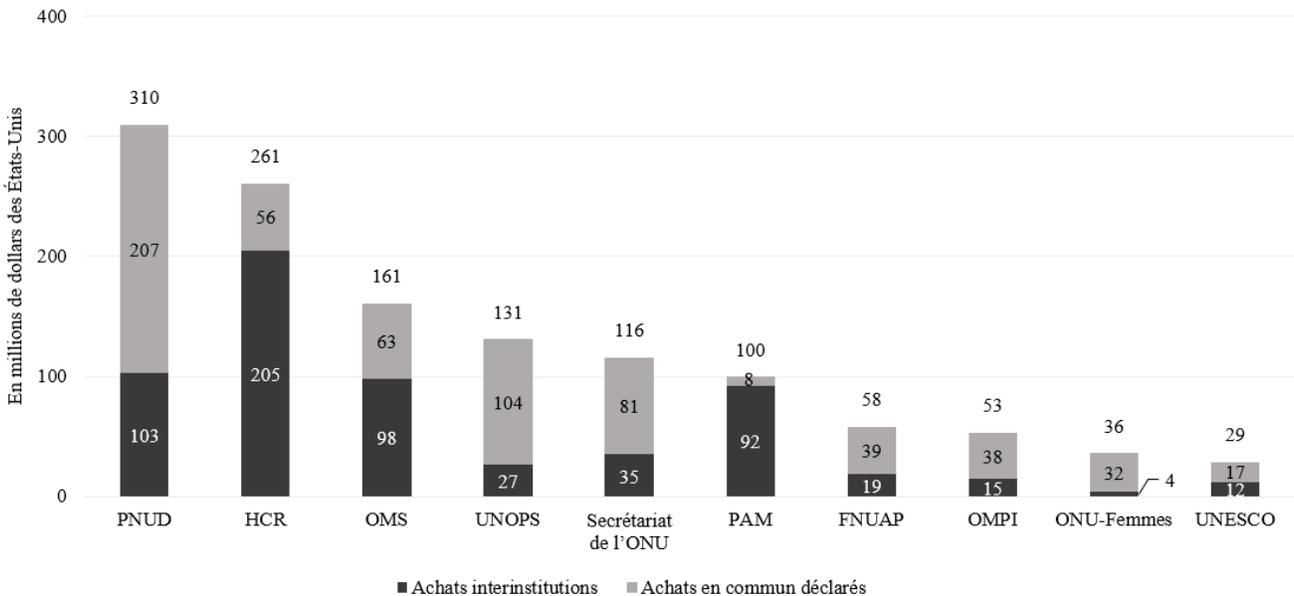
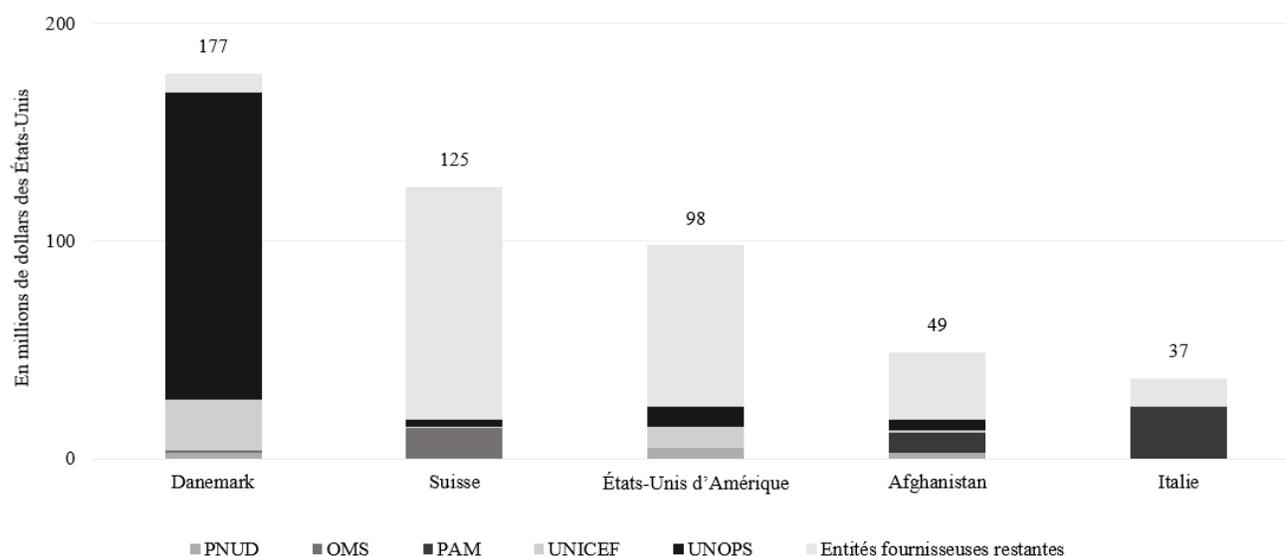


Figure 7
Achats interinstitutions par pays fournisseur et par entité des Nations Unies fournisseuse



OIT : Intégrer des pratiques d'inclusion des personnes handicapées dans les procédures de passation de marchés

Depuis 2020, l'Organisation internationale du Travail (OIT) promeut des pratiques d'achat socialement durables en encourageant l'achat de biens et de services tenant compte du handicap. Dans le cadre de ses efforts, l'OIT a apporté son expertise technique en matière de passation de marchés et d'inclusion des personnes handicapées pour l'élaboration des lignes directrices des Nations Unies sur la mise en œuvre de l'indicateur 8 relatif aux achats dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, par l'intermédiaire de l'équipe spéciale du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion.

En 2024, conformément aux lignes directrices des Nations Unies et sur la base d'une évaluation des risques, l'OIT a entamé une recherche de fournisseurs pour des services de facilitation et d'accompagnement, en donnant la préférence à des pratiques de facilitation et d'accompagnement tenant compte du handicap. Le panel d'évaluation comprenait des membres ayant une expertise en matière de facilitation, d'accompagnement et d'inclusion des personnes handicapées. Les soumissionnaires ont été évalués au moyen d'un questionnaire ciblé et d'entretiens, au cours desquels ils ont dû démontrer leurs approches inclusives. Après l'attribution du marché, l'OIT prévoit d'offrir des ressources optionnelles aux fournisseurs sous contrat afin de renforcer leur compréhension du mandat de l'entité en matière de non-discrimination.

Les accords à long terme résultant de cette opération sont utilisés par de nombreuses entités des Nations Unies, ce qui permet d'élargir l'accès à des services de facilitation et d'accompagnement tenant compte du handicap dans l'ensemble du système des Nations Unies. Cette initiative témoigne de l'engagement continu de l'OIT à intégrer les principes de durabilité sociale dans les pratiques d'achats des Nations Unies.

VIII. Achats responsables

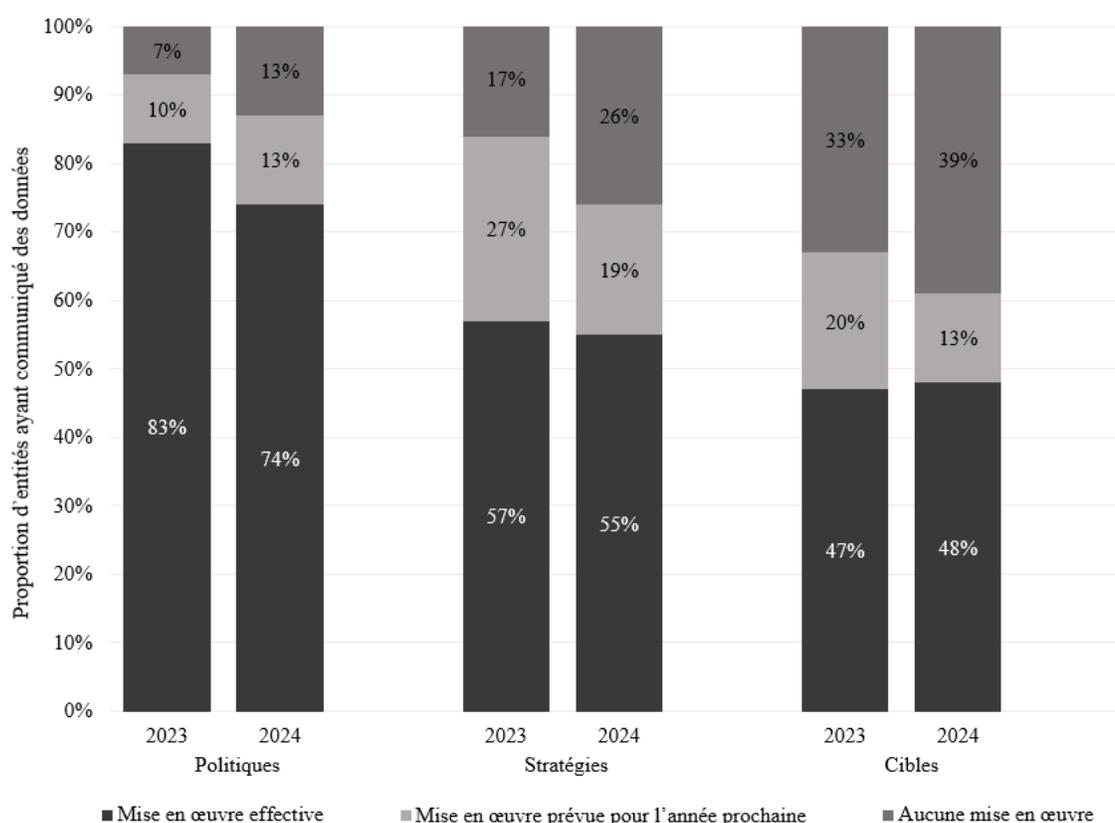
71. Le rapport statistique annuel donne un aperçu des progrès réalisés dans l'intégration des considérations de durabilité dans les pratiques d'achat du système des Nations Unies, sur la base des rapports volontaires des entités des Nations Unies. En 2024, 31 des 32 entités des Nations Unies ont fourni des informations sur leurs efforts en matière d'achats responsables, signe d'une reconnaissance croissante du fait que les achats responsables ne sont pas simplement une tendance, mais un moteur fondamental dans la construction d'un avenir plus durable.

72. En 2024, on retiendra notamment l'adoption et l'intégration accrues des critères environnementaux, sociaux et économiques dans les processus d'achats du système des Nations Unies, plusieurs entités mettant l'accent sur la multiplication des avis d'appels d'offres intégrant les [indicateurs d'achats durables du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies](#). Il a été fait état d'une collaboration entre les entités au travers des équipes spéciales du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, avec l'élaboration du [cadre type pour la prise en compte des questions de genre dans les achats](#) par l'équipe spéciale pour la prise en compte des questions de genre, présidée par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), outre des efforts bilatéraux tels que le [programme pilote de l'UNOPS et de l'OIT sur les pratiques des fournisseurs en matière de durabilité \(Programme DRiVE\)](#). En outre, l'amélioration des systèmes et outils de passation de marchés (communiquée par l'OIM, l'UNOPS, le Secrétariat de l'ONU et le PAM) permet un meilleur suivi, une réduction de l'utilisation du papier et l'intégration des exigences de durabilité dans les contrats et la gestion des fournisseurs.

73. Les entités des Nations Unies se concentrent de plus en plus sur les grands domaines thématiques de l'action climatique et de la protection de l'environnement. Cela inclut notamment la transition vers des solutions d'énergie renouvelable (comme indiqué par l'OIM et le Secrétariat de l'ONU), la réduction et le suivi des émissions de carbone (plusieurs organisations telles que le HCR et l'UNOPS faisant état de nouvelles stratégies, de nouveaux objectifs et de nouveaux plans d'action, et l'UNICEF et l'OPS établissant des niveaux de référence du champ d'application 3), le développement d'outils de suivi (PAM) et l'utilisation de spécifications plus vertes, entre autres initiatives.

74. Les entités des Nations Unies se sont de plus en plus concentrées sur la durabilité sociale, dans plusieurs grands domaines. L'OIT a piloté un guide sur la diligence raisonnable en matière de droits humains dans l'utilisation des technologies numériques, en mettant l'accent sur les normes relatives aux droits humains et au travail, tandis que l'UNICEF a élaboré des ressources pour la gestion des risques et de la protection dans les contrats, dans le domaine de la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. ONU-Femmes et l'OIT ont déclaré promouvoir et intégrer la prise en compte du genre dans leurs procédures de passation de marchés. De nouvelles formations et lignes directrices (Volontaires des Nations Unies, OIT) et du personnel spécialisé (UNRWA) sont venus appuyer la passation de marchés tenant compte du handicap. Enfin, on constate que l'économie locale et les avantages pour la communauté occupent une place de plus en plus importante, comme en témoignent les importants achats locaux et régionaux déclarés par le PAM et l'accent mis par le Secrétariat de l'ONU sur le renforcement des capacités locales.

Figure 8
Progrès accomplis dans l'adoption d'une politique, d'une stratégie et d'objectifs en matière de pratiques d'achat durables, 2023-2024

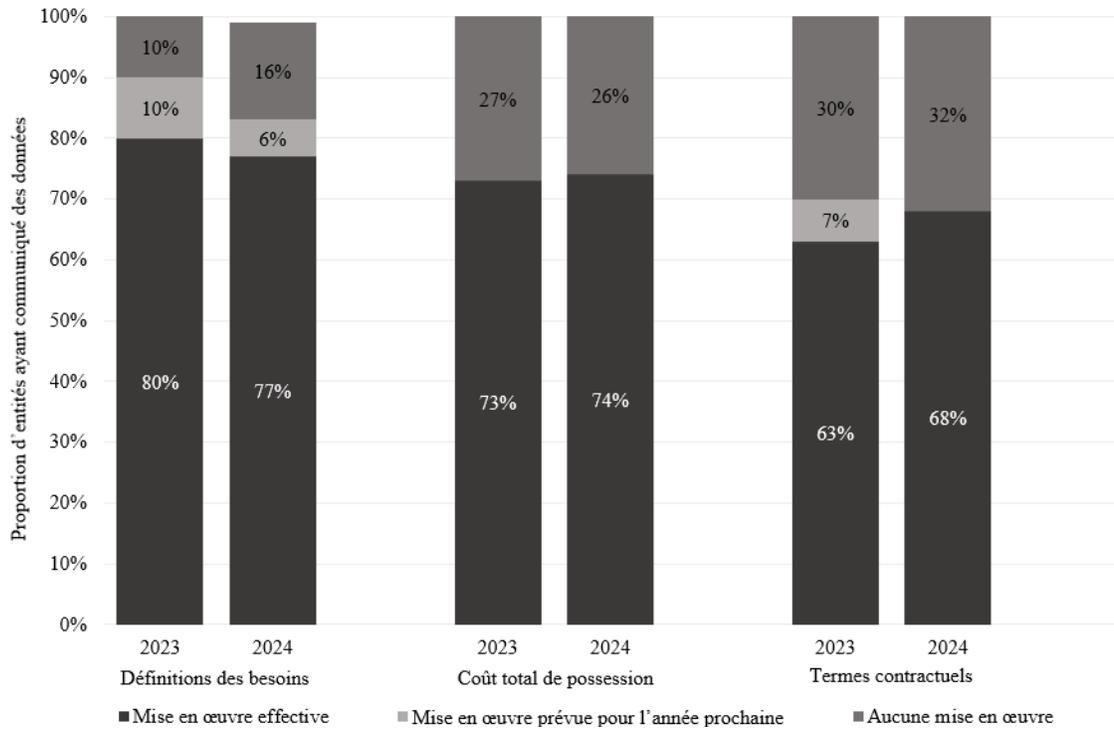


75. Si le nombre d'entités des Nations Unies disposant de politiques formelles en matière d'achats responsables a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, une grande majorité (23 entités sur 31, soit plus de 70 %) a tout de même déclaré disposer de telles politiques intégrant la durabilité. Dix-sept entités ont mis en place des stratégies d'achat durable, ce qui est comparable aux résultats de l'année dernière. Quinze entités ont adopté des objectifs mesurables en matière de développement durable en 2024, ce qui dessine une évolution positive dans le domaine. Ces objectifs concernaient notamment l'augmentation de la part des appels d'offres comprenant des indicateurs relatifs aux achats responsables publiés sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, l'application de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap (indicateur 8) ; l'établissement de cibles spécifiques pour mobiliser les fournisseurs ; l'intégration de considérations climatiques dans les achats de biens et de services, entre autres.

76. Reconnaissant la nécessité d'une mise en œuvre solide, les entités ont souligné l'importance du renforcement des capacités internes. Cet engagement est illustré par l'augmentation de la proportion d'entités des Nations Unies qui déclarent avoir formé leurs acheteurs aux pratiques d'achats responsables au cours des trois dernières années, dépassant ainsi les 60 % en 2024. Ces entités ont eu recours à diverses méthodes telles que des formations en personne, des cours d'apprentissage en ligne à son propre rythme, des webinaires et des formations virtuelles, parfois avec un soutien interinstitutions. Par ailleurs, un nombre croissant d'entités investissent davantage pour renforcer leurs capacités internes en matière d'achats responsables, plus de 50 % d'entre elles (17 sur 31) faisant état d'initiatives de ce type en 2024. Ces investissements

comprenaient la mise au point d’outils de suivi des émissions du champ d’application 3, l’utilisation de tableaux de bord des achats intégrant des indicateurs de durabilité, le recrutement de personnel chargé des achats durables et du renforcement des capacités au niveau des régions et du siège, ainsi que la mise à niveau des progiciels de gestion intégré et des systèmes d’achats en ligne.

Figure 9
Progrès accomplis dans l’intégration de pratiques d’achat durables dans le processus d’achat, 2023-2024



77. L’intégration de critères de durabilité au stade de la définition des besoins est un autre élément essentiel de la mise en œuvre des pratiques d’achat durables. Cela permet de s’assurer que les biens, services et travaux acquis favorisent la responsabilité sociale, présentent une empreinte écologique moindre, créent de la valeur pour les bénéficiaires et permettent de réaliser des économies à long terme. En 2024, à l’instar de l’année précédente, 24 entités ont intégré ces critères dans la définition de leurs besoins.

78. L’intégration des trois dimensions de la durabilité (environnementale, sociale et économique) dans les processus d’achats est en constante augmentation. En 2024, plus de 87 % des entités (27 sur 31) l’ont fait, et deux autres ont intégré au moins deux dimensions. Les considérations sociales ont notamment été intégrées par toutes les organisations en 2024, tandis que l’inclusion des aspects économiques et environnementaux a également progressé par rapport à l’année précédente.

79. Plus de 70 % (23 sur 31) des organisations participantes ont continué à utiliser la méthode du coût total de possession pour les évaluations financières en 2024, en évaluant des facteurs au-delà du prix initial comme les pièces de rechange, la maintenance, la formation, l’expédition et l’élimination, afin de garantir la durabilité économique et d’obtenir le meilleur rapport qualité-prix, ce qui témoigne d’une attention constante portée aux considérations économiques dans les achats.

80. Pour s'assurer que les fournisseurs respectent leurs engagements, conformément aux objectifs de développement durable et aux critères de durabilité, les entités déclarantes, en plus d'appliquer le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et les clauses contractuelles types, intègrent des clauses de durabilité dans leurs contrats. Cette pratique a pris de l'ampleur en 2024, puisque 21 entités sur 31 ont déclaré y avoir recours.

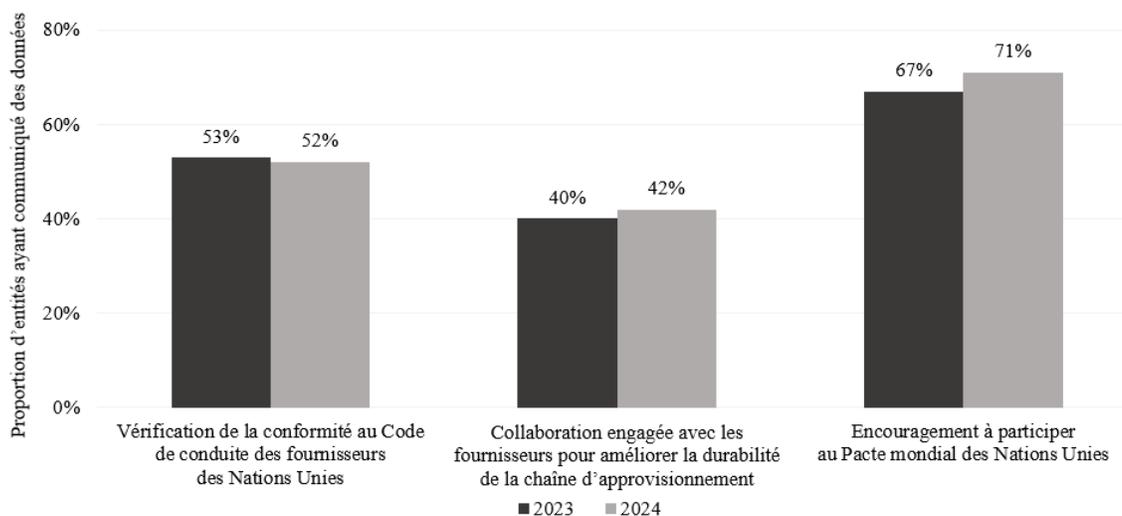
Tableau 7

Bilan de l'intégration des considérations relatives à la durabilité dans les achats, 2024

Entité	Intégration de considérations relatives à la durabilité dans les achats			Intégration de critères de durabilité (environnementale, sociale ou économique) dans la définition des besoins	Estimation de la part des achats incluant des critères de durabilité dans la définition des besoins	
	Environnement	Société	Économie		Achats dans le domaine administratif (en pourcentage)	Achats dans les domaines techniques (en pourcentage)
CCNUCC	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
FAO	✓	✓	✓	Oui	–	–
FIDA	✓	✓	✓	Oui	–	–
FNUAP	✓	✓		Oui	–	–
HCR	✓	✓	✓	Oui	51 %-75 %	51 %-75 %
ITC	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	11 %-20 %
OACI	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	11 %-20 %
OIAC	✓	✓	✓	Non	51 %-75 %	51 %-75 %
OIM	✓	✓	✓	Prévu pour l'année prochaine	–	–
OIT	✓	✓	✓	Oui	21 %-50 %	21 %-50 %
OMC		✓		Non	–	–
OMI	✓	✓	✓	Prévu pour l'année prochaine	–	–
OMM	✓	✓	✓	Oui	0 %-5 %	0 %-5 %
OMPI	✓	✓	✓	Oui	0 %-5 %	0 %-5 %
OMS	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
ONU Tourisme		✓		Non	6 %-10 %	6 %-10 %
ONUDI	✓	✓	✓	Oui	6 %-10 %	11 %-20 %
ONU-Femmes	✓	✓	✓	Oui	21 %-50 %	21 %-50 %
ONUSIDA	✓	✓		Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
OPS	✓	✓	✓	Oui	–	–
PAM	✓	✓	✓	Oui	21 %-50 %	11 %-20 %
PNUD	✓	✓	✓	Oui	6 %-10 %	6 %-10 %
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	✓	✓	✓	Oui	21 %-50 %	76 %-100 %
UIT	✓	✓	✓	Non	–	–
UNESCO	✓	✓	✓	Oui	–	–
UNICEF	✓	✓	✓	Oui	–	–
UNOPS	✓	✓	✓	Oui	–	–
UNRWA	✓	✓	✓	Oui	6 %-10 %	6 %-10 %
UNU	✓	✓	✓	Oui	–	–
UPU	✓	✓	✓	Non	11 %-20 %	–
VNU	✓	✓	✓	Oui	–	–

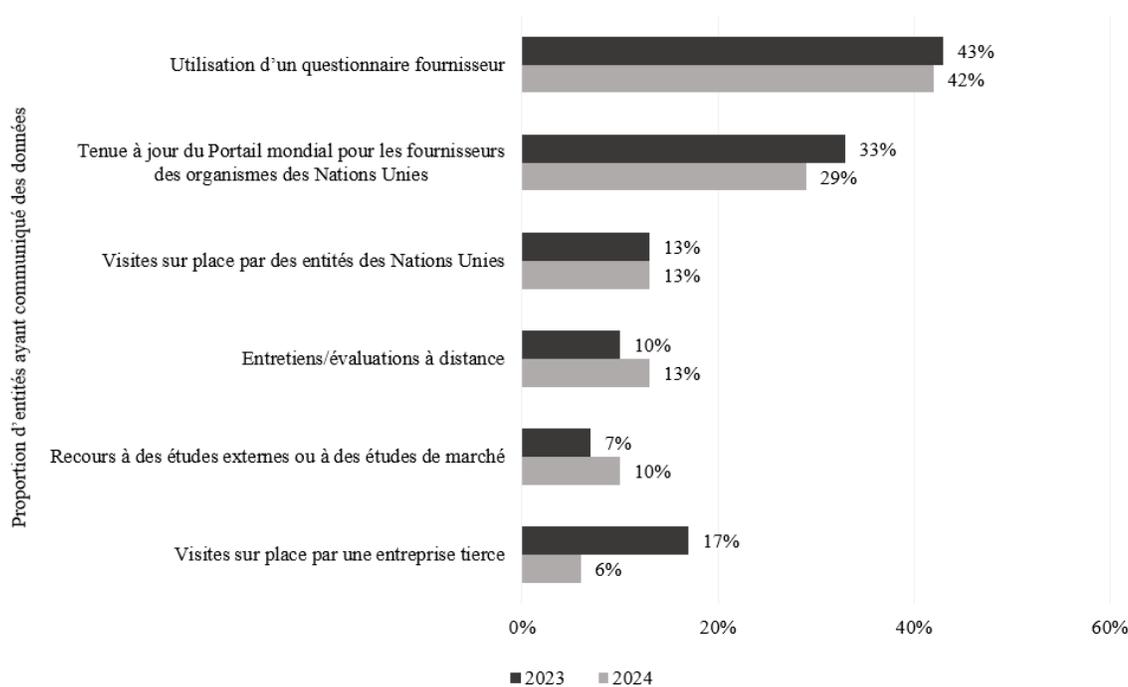
81. Conscientes du rôle essentiel de la collaboration avec les fournisseurs pour favoriser la durabilité dans les achats grâce au renforcement de la maturité des fournisseurs, à l'atténuation des risques et à l'innovation, 40,0 % (13 sur 31) des entités ont collaboré avec leurs fournisseurs sur la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en 2024, et deux autres entités prévoient d'initier une telle collaboration. En outre, on observe une augmentation notable et régulière du nombre d'entités promouvant activement le Pacte mondial des Nations Unies auprès de leurs fournisseurs (22 sur 31 en 2024).

Figure 10
Bilan de l'engagement des fournisseurs, 2023-2024



82. La vérification du respect du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies demeure une composante essentielle de l'interaction avec les fournisseurs. Même si elles étaient moins nombreuses à le faire ces dernières années, plus de la moitié des entités déclarantes ont continué de procéder à de telles vérifications en 2024, principalement au moyen de questionnaires à l'intention des fournisseurs, de la tenue à jour du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et d'évaluations sur place ou à distance.

Figure 11
**Méthodes de vérification de la conformité au Code de conduite des fournisseurs
 des Nations Unies, 2023-2024**



83. Les entités des Nations Unies se sont engagées à utiliser les achats pour faire progresser les objectifs de développement durable. Pour ce faire, elles prévoient d'aligner les processus d'achat sur les objectifs de développement durable, de promouvoir des chaînes d'approvisionnement plus durables, de mobiliser davantage les fournisseurs autour des questions de développement durable, d'intégrer les considérations environnementales, sociales et économiques dans les décisions d'achat, de renforcer les capacités internes et externes en matière d'achats durables, et d'élaborer des stratégies et des outils spécifiques pour suivre et améliorer leurs performances en matière d'achats durables.

PAM : Surcyclage des emballages nutritionnels en matériaux de construction

Le Pakistan est confronté à des problèmes persistants de malnutrition maternelle et infantile, avec près de 10 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance. Pour y remédier, le Gouvernement a lancé le programme Benazir Nashonuma qui vise à prévenir les retards de croissance au cours des 1 000 premiers jours de la vie, période cruciale. Le programme distribue des suppléments nutritifs à base de lipides aux mères et aux enfants. Cependant, la gestion des déchets d'emballage qui en résultent présente des défis environnementaux qui nécessitent une solution durable.

Au Pakistan, le PAM a mis en place une initiative innovante d'économie circulaire, en collaborant avec un recycleur local pour transformer les sachets plastiques des suppléments nutritifs à base de lipides en matériaux de construction. Cette méthode de surcyclage permet de réduire considérablement les émissions, puisqu'il n'est plus nécessaire de recourir à l'incinération des déchets, qui émet 2,2 kilogrammes

d'émissions de carbone par kilogramme de plastique. Le PAM collecte les sachets usagés et les achemine vers un recycleur local à Karachi, où ils sont transformés en agrégats EcoGrete et utilisés pour produire des pavés, des tuiles et des blocs. Le PAM achète ensuite ces matériaux recyclés pour les utiliser dans la construction et l'entretien de ses entrepôts et pour améliorer les établissements de santé où sont distribués les aliments nutritifs.

Cette initiative de recyclage et d'achat permet d'éviter qu'environ 67 tonnes métriques de déchets plastiques ne se retrouvent dans les décharges et les plans d'eau ou ne soient brûlées chaque année. Elle permet également de réduire les émissions de carbone de 80 % à 90 % par rapport à l'incinération. En encourageant les entreprises vertes locales et en promouvant l'utilisation de matériaux de construction à faible émission de carbone, l'initiative renforce l'engagement du PAM en faveur de l'approvisionnement responsable, de la durabilité et de la localisation au sein des chaînes d'approvisionnement.

Annexe

Participants

Trente-deux entités des Nations Unies ont participé à l'élaboration du rapport statistique annuel pour 2024. Lorsque le présent rapport fait état d'achats effectués par le système ou par des organismes des Nations Unies, il se réfère aux approvisionnements de ces 32 entités. Trente-et-une entités ont fourni des informations sur leurs pratiques d'achat durables. Les entités qui ont fourni des données pour le rapport de 2024 sont les suivantes :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC	Centre du commerce international
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU Tourisme	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPS	Organisation panaméricaine de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Secrétariat de l'ONU	Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
